



Écologie : Rio+20 Pourquoi ça n'a pas marché?

Le Sommet de la Terre qui s'est tenu du 20 au 22 juin à Rio de Janeiro, vingt ans après le sommet initiateur du concept de « développement durable » au même endroit, s'est conclu sur un échec retentissant comme la plupart des réunions sur l'environnement. Une fatalité? Agnès Noël

L'équivalent d'un quart de la France disparaît chaque année à cause de la déforestation, un mammifère sur quatre est en voie d'extinction et le record d'émission de gaz à effet de serre a été battu en 2011. Si l'on avait voulu bien faire, les priorités ne manquaient donc pas pour le sommet de la Terre, ou Rio+20, qui avait lieu du 20 au 22 juin à Rio de Janeiro au Brésil, en présence de 130 chefs d'État, et de 50 000 personnes de la société civile. La réunion des derniers jours avait plusieurs objectifs : entériner le concept « d'économie verte », notion devant prendre le relais de celle de « développement durable » afin de permettre aux États de poursuivre leur croissance tout en limitant les atteintes à l'environnement ; définir des objectifs du développement durable (devant prendre le relais des objectifs du millénaire arrivant à échéance en 2015) ; instaurer une gouvernance mondiale environnementale afin de regrouper les questions éparpillées au sein de différentes instances, à l'instar du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). L'Europe et l'Afrique défendaient ainsi le projet d'une Organisation mondiale de l'environnement (OME) dotée de plus de moyens. Il était aussi question d'aborder la question des océans dont la situation devient critique. Mais les grands engagements ont tourné court. Selon les termes de Pascal Canfin, ministre délégué au Développement, on a juste « évité que Rio+20 se transforme en Rio moins 20 ». Le projet de l'OME n'a pas été accepté

– les pouvoirs du PNUE allant cependant être renforcés en « lot de consolation » –, le concept d'économie verte a été entériné mais édulcoré (lire encadré), et les objectifs du développement durable ont bien été validés... mais leur contenu ne sera pas défini avant 2013.

Dès le début, l'affaire semblait mal engagée : la divergence de points de vue entre les pays du Nord et les pays du Sud rend le moindre consensus très difficile à obtenir. D'une part, les pays du Sud n'entendent plus se faire dicter la loi par l'Europe et les États-Unis et refrèment tout processus dont ils pensent qu'il pourrait nuire à leur croissance. Ils militent pour une vision de l'écologie différente, mettant sur le même plan les objectifs d'éradication de la pauvreté et d'écologie. Ils veulent aussi maintenir certains de leurs acquis comme les « responsabilités communes mais différenciées », qui fait peser davantage de responsabilités sur les pays développés, considérés comme responsables historiquement de la pollution. Enfin, la présence de groupes de pression industriels au sein même de l'ONU et l'existence de partenariats entre des agences onusiennes et des entreprises – dont se sont inquiétées officiellement plus de 400 associations le 20 juin – biaise aussi la donne. Pour couronner le tout, la crise économique sert de prétexte pour ne pas débloquer des fonds dans

le cadre d'un véritable plan d'action. Sans compter que les textes officiels n'ont qu'une valeur déclarative et non contraignante.

Gilles Berhaut, président du comité d'orientation France Rio+20, et président du comité21 en France, tempère : « *Certaines choses ont bougé depuis vingt ans. La prise de conscience des enjeux et des problèmes est de plus en plus forte. Il y a eu beaucoup de bonnes expérimentations localisées.* » Pour lui, « *le nouveau texte ouvre la porte mais est insuffisant. Mais trouver un accord à 194 pays est très dur, d'autant que les valeurs, les cultures et les niveaux de développement sont très différents d'un pays à l'autre. Les pays en développement veulent continuer à se développer, leur premier problème est surtout la lutte contre la pauvreté. Sur la question des énergies renouvelables par exemple, tous les pays producteurs de pétrole se sont opposés à ce que les énergies renouvelables soient considérées comme prioritaires.* ». Il retient cependant de Rio+20 le « *succès de la société civile : pour la première fois, les associations ont été très présentes et reconnues comme telles.* ».

« La crise économique sert de prétexte pour ne pas débloquer des fonds dans le cadre d'un véritable plan d'action. »

Depuis 1972, date du premier sommet de la Terre à Stockholm qui a donné naissance au PNUE, les sommets sur l'environnement se sont succédés avec des succès divers. Le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro



Campagne Greenpeace

en 1992 a symbolisé une prise de conscience globale des enjeux environnementaux. Il a permis de poser les bases du concept de développement durable et lancé l'Agenda 21, un plan pour l'application concrète de ces principes tout au long du XXI^e siècle. Le protocole de Kyoto en 1997, lui, a vu pour la première fois les pays développés s'engager à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (ils ont été rejoints par les pays en développement à Cancun en 2010). Mais depuis, pas grand-chose: le 4^e sommet de la terre à Johannesburg en 2002 a eu des résultats plutôt décevants. Le monde avait davantage à faire avec le terrorisme... Et les sommets de Copenhague en 2009 et Durban en 2011 ont vu les États renâcler sur la suite à donner au protocole de Kyoto et refuser d'imposer des mesures contraignantes concernant les émissions de gaz à effet de serre.

Dans son ouvrage *Pour un catastrophisme éclairé* (Seuil, 2004), le philosophe Jean-Pierre Dupuy avance une autre explication à l'échec de ces sommets environnementaux. Pour lui, le problème est d'ordre presque anthropologique: « *Tout nous porte à penser que nous ne pouvons étendre indéfiniment, ni dans le temps, ni dans l'espace, le mode de développement qui est*

le nôtre. Mais remettre en cause ce que nous avons appris à assimiler au progrès aurait des répercussions si phénoménales que nous ne croyons pas ce que nous savons pourtant être le cas. » Parfois, l'ampleur de la tâche à accomplir et le sentiment d'impuissance paralysent. Pire, « *la catastrophe a ceci de terrible, que non seulement on ne croit pas qu'elle va se produire, alors qu'on a toutes les raisons de savoir qu'elle va se produire, mais qu'une fois qu'elle s'est produite, elle apparaît comme relevant de l'ordre normal des choses. Sa réalité même la rend banale.* » Il cite ainsi le 11 septembre 2001. En novembre 2001, le gouvernement américain avait dû rappeler au souvenir des Américains l'effondrement des tours afin de maintenir intact leur désir de revanche. Qu'on pense aussi à Fukushima, qui ne semble plus qu'un souvenir lointain chez nous. Du coup, les risques ne sont jamais vraiment pris en compte. Le sociologue Alain Caillé avance d'autres arguments: « *Il existe très peu de monde portant des projets sur le long terme, ce qui serait nécessaire pour un projet écologique. Nous sommes dans une logique économique libérale de court terme, liée au cours de la bourse. Même la démocratie a une logique court-termiste, chaque*

parti jouant sa réélection (Barack Obama, en pleine campagne électorale, a d'ailleurs décidé de ne pas venir au Sommet de Rio, ndlr). En outre, estime-t-il, un des problèmes fondamentaux est que nous sommes en manque de doctrine adaptée à la situation. Nous vivons avec des restes de doctrines (libéralisme, socialisme, communisme) qui avaient toutes pour présupposé commun la croissance économique. Or, dans les pays riches, la croissance ne reviendra pas et là où il y a encore de la croissance dans les pays émergents, elle ne va pas durer très longtemps car elle n'est pas tenable économiquement et écologiquement. Qu'est ce qui peut permettre alors la coexistence pacifique des humains s'ils n'ont pas l'espoir d'une plus grande richesse? Comme nous n'avons pas de modèle politique crédible, chacun se précipite pour tirer le moins mal possible son épingle du jeu. » Des alternatives seraient pourtant envisageables. Jean-Pierre Dupuy conseille de considérer la catastrophe comme quelque chose de certain pour être sûr qu'on la prenne en compte, et Alain Caillé réfléchit à un nouveau modèle de société, le convivialisme⁽¹⁾. ■

(1) Pour un manifeste du convivialisme, Le Bord de l'eau, 2011. Lire TC n°3470 du 8 décembre 2011.



« Les réfugiés climatiques et les guerres pour les ressources naturelles sont une réalité. »

© Christophe Simon/AFP

Social « On ne crée pas d'emplois sur une planète morte »

Responsable des questions environnementales et de santé au travail à la Confédération syndicale internationale, Anabella Rosemberg a suivi le processus de Rio+20 et en tire le bilan. Propos recueillis par Sophie Chapelle

TC : Que sont venus faire les syndicats à Rio ? Ce n'est forcément là qu'on les attend le plus...

Anabella Rosemberg : Il y a vingt ans, l'agenda 21 (le plan d'action adopté à Rio en 1992 par 173 chefs d'État, ndlr) a reconnu le rôle du mouvement syndical dans le développement durable. L'idée était que nous devions contribuer à transformer la production sur le plan du progrès social comme de la protection environnementale. Cette prise de conscience a énormément grandi au sein du mouvement syndical. Comment, par exemple, assurer une protection sociale en Afrique ou dans les Caraïbes, et avec quels fonds, si ces pays sont en permanence frappés par des catastrophes et doivent faire face à l'urgence ? Si on ne change pas le modèle de développement qui mène aujourd'hui à tant d'inégalités et de destructions environnementales, on ne sera pas capable d'aboutir à un développement vraiment durable. On attendait de Rio+20 un certain nombre d'initiatives dans le domaine des financements, avec notamment une taxe sur les transactions financières qui permette de financer des emplois

verts et décents, ainsi qu'un socle de protection sociale pour tous, mais l'absence d'engagements est frappante.

Aucune de vos demandes n'a été prise en compte ?

La déclaration finale de Rio reconnaît conceptuellement un certain nombre de nos demandes, mais elle nous laisse dans un sentiment de frustration profond quant à sa capacité à les appliquer. Nous demandions une stratégie sur des « emplois verts » et durables qui se réfèrent autant aux emplois créés dans le cadre de l'efficacité énergétique, qu'aux secteurs hautement polluants qui doivent être transformés en profondeur pour répondre aux défis environnementaux. Cette transformation du monde du travail sera longue, d'où l'importance de faire reconnaître la notion de « transition juste » où l'on crée de nouveaux emplois tout en s'assurant que les travailleurs vont être accompagnés dans les processus de changements. En l'état, la déclaration de Rio ne nous permet aucune mise en œuvre de cette transition.

Cette absence d'engagements est-elle le signe d'un manque de volonté politique ?

La capitulation des chefs d'État face à un texte accordé par les diplomates a fortement énervé les syndicats. Pourquoi ces chefs d'État sont-ils venus pour, au bout de compte, ne pas avoir le courage de rouvrir ce texte afin de lui donner plus d'ambitions ? Dans notre réunion de bilan, un syndicaliste résumait la situation en pointant les différents temps qui régissent les dimensions économique, sociale, et environnementale. L'économique, c'est le temps de la croissance et de l'immédiat, le social c'est le moyen terme, le temps du progrès social et de la redistribution de la richesse, et l'environnemental est un temps long, c'est le temps de la planète. Mais ces trois dimensions-là sont traitées séparément dans la déclaration finale. On n'a toujours pas réussi à intégrer ces trois temps dans une décision. Une chose est sûre, on ne crée pas d'emplois sur une planète morte. Et on ne sera pas capable de venir à bout de la pauvreté si on ne règle pas la question environnementale.



Ce genre de sommet donne souvent l'impression que l'on stagne, voire que l'on recule. Comment l'expliquez-vous ?

On est arrivés à la fin de la volonté des États de se réguler internationalement. C'est désormais la course au plus bas du commun des dénominateurs. Or, il n'y a pas de solution pour le monde qui ne soit pas une solution multilatérale. Ce qui a poussé les États à aller vers le multilatéralisme et vers davantage de régulations mondiales dans les années 1950, c'était la peur que le conflit revienne. Aujourd'hui ce péril existe, les réfugiés climatiques et les guerres pour les ressources naturelles sont une réalité. C'est face à ce constat de violences possibles que les États se retrouveront à nouveau à la table des négociations. Nous avons également une responsabilité en tant que mouvements sociaux de nous organiser de façon plus forte sur les idées que nous voulons promouvoir chez nous. Les objectifs du développement durable constituent une porte ouverte où nous allons tenter de mobiliser. La Confédération syndicale internationale⁽¹⁾ représente aujourd'hui une minorité des salariés. Les travailleurs informels, les migrants, les femmes, les précaires, toutes ces personnes n'ont pas la chance aujourd'hui de rejoindre un syndicat. Et si l'on n'arrive pas à les convaincre de s'organiser pour améliorer leurs conditions immédiates et pour construire une vision de l'avenir qui soit beaucoup plus positive et porteuse d'espoirs, on ne peut pas s'attendre à gagner nos combats au niveau international. ■

(1) La CSI représente 175 millions de travailleurs au sein de 308 organisations nationales établies dans 153 pays.

« Chaque océan compte désormais un ou deux « continents de plastique », où s'accumulent les déchets. »

Milieus marins La mort lente des océans

Les océans, source de vie ? Plus pour longtemps, peut-être. Dans son rapport paru quelques jours avant le début du Sommet de Rio+20, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) notait une poursuite de la dégradation de l'état des océans, avec une augmentation du nombre de « zones mortes » depuis les années 1990. Le PNUE dénombre au moins 415 zones côtières dans lesquelles plus aucune forme de vie supérieure ne peut survivre, en raison d'une forte pollution du milieu marin, pollution due en général aux nitrates émanant des rejets d'engrais ou, en Mer Baltique, de la présence sur les fonds marins de munitions chimiques immergées après la Première Guerre mondiale.

En termes de pollution, les rejets de matières plastiques augmentent à un rythme affolant. Chaque océan compte désormais un ou deux « continents de plastique », de vastes zones où s'accumulent ce type de déchets, emprisonnés par des courants giratoires. Celui du Pacifique mesure 3,4 millions de km² et la

masse de plastique y est six fois plus élevée que celle du plancton. Non biodégradables, ces déchets se retrouvent dans la chaîne alimentaire. Autre facteur d'appauvrissement des océans : la surpêche.

À l'occasion de la Journée mondiale des océans qui a lieu tous les 8 juin, Greenpeace indique par exemple que, pour les eaux européennes, « sept stocks sur dix sont surexploités ou au bord de la surexploitation. Si on continue à pêcher à ce rythme, d'ici trente-cinq ans, nous aurons tout simplement vidé les océans ». L'organisation écologique pointe l'inefficacité de la politique commune européenne des pêches mise en place il y a presque trente ans avec, pour mission, de garantir une exploitation durable des ressources halieutiques. Si on ajoute à cela tous les problèmes liés au réchauffement des océans, il est incompréhensible que le plan de sauvegarde océanique pour la haute mer, « seul élément sensé » du texte final du sommet selon Greenpeace, ait été rejeté, à la demande des États-Unis, du Canada, de la Russie et du Venezuela. **O. G.**



Économie verte Un nouveau slogan

Officieusement, l'économie verte désigne un modèle de développement moins destructeur pour la planète, « une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale, tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources », selon la définition assez vaste du PNUE. Le sens général est de modifier les modes de production et de consommation dans un sens plus éco-

logique, de trouver des alternatives aux énergies fossiles (notamment par les biocarburants) et de lutter contre le changement climatique par exemple en réorientant les capitaux. Son idée-phare est que les services rendus gratuitement par la nature seraient mieux reconnus et préservés s'ils étaient chiffrés. Ce concept était défendu par l'Europe, le PNUE et la banque mondiale qui voulaient en faire un des grands thèmes du sommet. Mais il a sus-

cité l'inquiétude des pays du Sud qui appréhendent que cette économie verte soit un frein à leur développement. Ce concept a donc été validé, mais en partie vidé de sa substance à Rio+20, la définition des « politiques d'économie verte » revenant à chaque pays et la déclaration commune précisant qu'elle ne doit pas être une « restriction déguisée au commerce international ». L'économie verte est aussi décriée par les associations qui estiment que ce nouveau concept ne sert qu'à repeindre en vert l'économie classique en maintenant ses mécanismes. Pour elles, ce principe ne sert qu'à créer un marché spéculatif du vivant. « Ce à quoi nous assistons n'est rien de moins que la naissance d'une vaste industrie du vivant », dénonce le think tank ETC group dans *bastamag.net*. **A. N.**

« Le concept d'économie verte ne servirait qu'à repeindre en vert l'économie classique en maintenant ses mécanismes. »

Énergies fossiles Comme si de rien n'était...

En 2005, pétrole, charbon et gaz naturel représentaient 80 % des sources d'énergie consommée dans le monde. Malgré la raréfaction de ces ressources – certains écologistes considèrent que le pic pétrolier est déjà atteint – et en dépit des engagements pris en matière de réduction des gaz à effet de serre, l'exploitation des énergies fossiles se poursuit au même rythme. Dans le premier pays consommateur au monde, les États-Unis, la Maison Blanche a décidé d'ouvrir à l'exploitation offshore 85 000 km² supplémentaires dans le Golfe du Mexique, à peine un an et demi après la marée noire qui a dévasté les côtes de

Louisiane au printemps 2010. De plus, États-Unis et Canada sont à la pointe de l'exploitation des gaz de schiste et sables bitumeux, avec les conséquences environnementales catastrophiques que cela entraîne. L'émergence de nouvelles puissances comme la Chine – désormais premier consommateur d'énergie au monde – ou l'Inde ne risque pas d'entraîner une diminution de la consommation mondiale de pétrole. Selon Total, d'ici 2020, cette dernière devrait croître de 1 % par an. La consommation d'énergies fossiles est la première source de rejet de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Entre 1990 et 2006, seule l'Eu-

rope a réussi à réduire ses rejets, mais au niveau global, ceux-ci ont augmenté de 33 %. Une situation qui ne peut qu'inquiéter : « L'objectif internationalement convenu consistant à éviter l'effet néfaste des changements climatiques pose à la communauté mondiale un de ses défis les plus graves qui menace les objectifs globaux de développement », indique le PNUE dans son dernier rapport. De fait, l'objectif est désormais de limiter la hausse de température à 2 °C par rapport à l'ère pré-industrielle, ce qui est déjà énorme. Or, force est de constater qu'on n'en prend pas le chemin. **D. G.**